n°327 28/06/2011 2€50

Rouge & Vert

LE JOURNAL DES ALTERNATIFS

LE DÉVELOPPEMENT DE LA PRESSE AUTOGESTIONNAIRE REPOSE SUR L'ENGAGEMENT DES ADHÉRENT/E/S ET DES SYMPATHISANT/E/S DES ALTERNATIFS COMME SUR L'AUGMENTATION DU NOMBRE D'ABONNEMENTS. NOUS AVONS FAIT LE CHOIX DU LIBRE ACCÈS À *ROUGE & VERT* SUR LE SITE DES ALTERNATIFS. IL NOUS PARAIT TOUT AUSSI IMPORTANT D'AUGMENTER LA DIFFUSION DE LA VERSION "PAPIER". DANS LES MOIS QUI VIENNENT *ROUGE&VERT* ET *LA LETTRE DES ÉLU/E/S ALTERNATIFS* SE FERONT L'ÉCHO DES ACTIONS ET RÉFLEXIONS POUR UNE ALTERNATIVE SOCIALE, ÉCOLOGIQUE, FÉMINISTE, ALTERMONDIALISTE À UN SYSTÈME EN CRISE, DE LA BATAILLE POUR LE RASSEMBLEMENT DES FORCES DE LA GAUCHE DE GAUCHE, DE LA CONVERGENCE DES COURANTS DE LA GAUCHE ALTERNATIVE ET ÉCOLOGISTE, DES INITIATIVES DES ALTERNATIFS.DE NOMBREUX ABONNEMENTS ET RÉA-BONNEMENTS À *ROUGE&VERT* SONT UN ENCOURAGEMENT À RENFORCER NOTRE ACTIVITÉ, ET NOUS EN DONNENT LES MOYENS. NOUS COMPTONS SUR TOUTES ET TOUS (MAIS IL EST ÉGALEMENT PLUS QUE SOUHAITABLE DE RE-JOINDRE LES ALTERNATIFS.

Je m'abonne!

Nom : Prénom :

Adresse :

Je m'abonne à «Rouge et Vert» et à la «Lettre des élu-e-s Alternatifs»

Je rejoins les Alternatifs en 2011

Ci-joint chèque de 50 euros à l'ordre de Rouge et Vert

Merci de faire parvenir ce bulletin et le chèque à : Les ALTERNATIFS 40, rue de Malte 75011 Paris

40, rue de Malte 75011 Paris Courriel : contact@alternatifs.org
tel. 01 43 57 44 80 fax. 01 43 57 64 50

Commission paritaire n°1013 P 11445 ISSN 1146-3961

Directeur de publication : J.J. Boislaroussie,
Coordination et maquette : M. Colloghan

Ont collaboré à ce numéro :

JJ.BOISLAROUSSIE, M.COLLOGHAN, R.LAFONTAINE ET H.MERMÉ

Photos du Congrès : Mathieu Colloghan, Gilles Kuntz et Rémi Fritzen

Couverture librement inspirée de la Une d'Actuel N°4, janvier 71

Edité par la SARL SECA (Société d'Edition et de Communication des Alternatifs)
SARL au capital de 4000€ RCS Paris B448 326 835 durée : jusqu'au 28 avril 2063. Gérant : R.Mérieux

imprimé par Expressions II : 01 43 58 26 26

WWW.ALTERNATIFS.ORG

Le NPA a choisi

Le bilan de la conférence nationale du NPA, réunie les 25 et 26 juin à Nanterre peut être résumé comme suit

- poursuite du recul des effectifs, 3100 adhérentEs ont voté. Même si le potentiel militant du parti reste appréciable, l'hémorragie se poursuit
- stabilisation du rapport de forces interne, un peu plus de 50% pour la nouvelle majorité, autour de 40% pour le courant «unitaire»
- tendance à l'homogénéisation des deux courants principaux : la majorité réalise l'osmose entre une partie de la direction (issue de la plate forme 1) et l'ex plate forme 2 (la plus hostile à un rassemblement antilibéral et anticapitaliste large, jugé confusionniste), la minorité approfondit le rapprochement entre l'ex plate-forme 3 («unitaire») et l'autre partie de la direction.

La nouvelle majorité du NPA privilégier une double démarche : construction de cadres larges de mobilisation, affirmation politique du NPA comme force anticapitaliste ayant vocation à être un outil au service des secteurs sociaux combattifs et en dialogue avec eux. C'est le sens de la candidature de Philippe Poutou.

La construction de cadres unitaires larges est une nécessité, nous retrouvons dans les mobilisations des militantEs du NPA, mais aussi du Front de Gauche, voire des gauches du PS et des Verts. Mais force est de constater que la direction du NPA s'est refusée à construire des cadres politiques unitaires de la gauche de gauche en lien avec les mobilisations et pouvant constituer le socle d'un rassemblement large.

Pour sa part, la minorité à rendu publique une déclaration dont voici la conclusion :

«A l'issue de cette Conférence Nationale qui a vu s'affirmer une opposition qui rassemble 40% des militant-es et des délégué-es, nous appelons les camarades qui se reconnaissent dans cette orientation pour le NPA à s'organiser en un courant, anticapitaliste, écosocialiste, féministe et unitaire. Notre volonté est de continuer à faire tout ce qu'il est possible de faire avec l'ensemble des militant-e-s du NPA.

Et nous nous donnerons aussi les moyens de faire vivre le projet fondateur de notre parti auquel une majorité vient malheureusement de tourner le dos. Nous organiserons une assemblée constitutive de ce courant en octobre. En l'attente nous mettons en débat son fonctionnement collectif et démocratique, les outils dont nous allons nous doter, et le type de relations que nous entretiendrons avec d'autres forces politiques, sociales et écologistes en France et dans d'autres pays.»

L'orientation du NPA ne nous interdira pas, quelle que soit la profondeur de nos désaccords, à poursuivre les échanges avec cette organisation.

En même temps, nous serons attentifs aux initiatives à venir du courant issu de la minorité de la conférence nationale, dont les positions sont souvent proches des nôtres. Des contacts sont dès à présent engagés. ■

Jean-Jacques BOISLAROUSSIE

Un projet et une démarche

déclaration de la conférence nationale des Alternatifs du 18-19 juin

Le capitalisme est en crise aggravée depuis 2008 avec des conséquences dramatiques. Des luttes se développent depuis 2009 (manifestations du printemps en France) puis en 2010 (retraites). Actuellement, de très fortes mobilisations ont lieu dans la rue en Grèce, en Espagne, au Portugal et dans les urnes en Italie, en Islande. Ces mobilisations, comme le mouvement des "indignés", traduisent l'émergence d'une nouvelle culture politique qui remet en cause les bases même du capitalisme.

Ainsi, les élections de 2012 se dérouleront dans un contexte particulier marqué par :
- les revendications démocratiques et sociales des processus révolutionnaires arabes : Tunisie, Egypte, Syrie, Yémen ...
- les suites du séisme du 11 Mars 2011 et la catastrophe nucléaire de Fukushima au Japon, qui réactivent la contestation d'un capitalisme du désastre, d'une croissance pilotée par les oligarchies financières, contre les peuples, la sécurité des populations, l'avenir même de certains écosystèmes.
- la volonté des dominants, de l'oligarchie capitaliste, d'imposer, en contournant tout débat démocratique, un carcan lourd de conséquences régressives sur les plan social et économique : tel est le sens du "pacte pour l'euro" avalisé par les gouvernements européens mais de plus en plus contesté dans la rue comme en Grande-Bretagne, au Portugal, en Grèce et en Espagne.
- La montée de droites libérales-xénophobes et d'extrêmes droites national-xénophobes dans tous les pays d'Europe. Face à la désagrégation sociale, aux injustices, un combat décisif s'engage pour une issue sociale, démocratique, écologique mettant en échec la tentation raciste et autoritaire.
- les interventions militaires françaises en Côte d'Ivoire, en Libye, en Afghanistan.

En France la crise politique, la crise de la politique, s'approfondissent : démagogie antisociale et xénophobe; politique sécuritaire; désagrégation sociale pouvant ouvrir la voie à l'extrême droite; marginalisation, théorisée par certains à droite comme à "gauche", des couches populaires; " communication " plutôt que projet politique...

Seule une dynamique politique clairement à gauche, clairement écologique, reposant sur un vrai enracinement social et sur une démarche active pourra contribuer au recul de l'abstention et à la défaite du Front national.

UN PROJET

Le combat des Alternatifs est unitaire, pour une unité construite autour d'un projet radical de transformation sociale, écologique, féministe et autogestionnaire. Il converge avec les mobilisations anticapitalistes et écologistes dans toute l'Europe, les processus révolutionnaires dans les pays du Sud. Cette volonté, nous la porterons pour les scrutins Présidentiel et législatif de 2012.

POUR UN PROCESSUS CONSTITUANT VERS UNE DEMOCRATIE ACTIVE, CONTRE LE PRESIDENTIALISME

La présidentialisation du système politique gangrène la démocratie. Cette présidentialisation, assumée par l'UMP et le PS peut aussi profiter à l'extrême droite. Les Alternatifs défendent l'engagement d'un processus constituant, pour d'autres institutions et la mise en place d'une démocratie active dans la perspective de l'autogestion: suppression de la fonction présidentielle, proportionnelle, non-cumul des mandats mais aussi mise en place du budget participatif, de conseils citoyens dans les villes et campagnes, d'outils de contrôle des salariéEs dans les entreprises.

POUR UNE ALTERNATIVE ECOLOGISTE, CONTRE LA FUITE EN AVANT PRODUCTIVISTE

Nous sommes face à un système qui pollue, marchandise des biens communs, dévalorise le travail au nom de la production, fait de nous des consommateurs/trices aliénéEs… Pour sortir de ce système, les Alternatifs proposent une reconversion écologique de l'économie (agriculture, industrie, transports, services) dans une perspective de satisfaction prioritaire des besoins fondamentaux.

Les Alternatifs affirment qu'il est nécessaire d'engager immédiatement la transition énergétique et la sortie du nucléaire ; ils exigent notamment la fermeture immédiate des réacteurs de plus 30 ans et l'interdiction de l'exploration et de l'exploitation de gaz et d'huiles de schiste. Ils prônent la mise en place d'un programme écologique global d'économies d'énergie, le recours aux énergies renouvelables, la relocalisation d'activités économiques, une agriculture paysanne, le développement d'une agriculture biologique accessible à toutes et tous.

APPROPRIATION SOCIALE CONTRE LA LOI DU PROFIT

Précarisation de masse, souffrance au travail, destructions des solidarités : le bilan du capital est accablant.

Les Alternatifs défendent un système de protection et de solidarité sociale contre le règne de l'argent dans tous les domaines de l'activité humaine. Ils appuient les reprises autogestionnaires d'entreprises par les salariéEs. Ils affirment la nécessité d'une reconquête de larges secteurs économiques : défense et réappropriation sociale des services publics (énergie, communications, poste, eau,

éducation, santé,). Ils affirment indispensable une socialisation du système bancaire pour rompre avec la financiarisation. L'ensemble de ces démarches prendra force et sens par l'intervention des usagers et salariéEs des entreprises concernées.

Ils défendent un revenu minimum permettant à tous et à toutes de vivre dignement et l'instauration d'un revenu maximum admissible.

La réduction massive du temps de travail, combat historique et inachevé du mouvement ouvrier, est au cœur de notre projet :
- pour créer des emplois accessibles à tous et à toutes
- pour gagner du temps et vivre mieux,
- pour contribuer à une économie permettant de produire utilement et autrement.

DES DROITS EGAUX POUR TOUTES ET TOUS CONTRE LES DIVISIONS, LES DISCRIMINATIONS.

La recherche de boucs-émissaires, et la chasse aux étrangerEs et aux "assistéEs", portées par la droite et par le FN doivent être combattues sans concessions. Les Alternatifs défendent des droits égaux pour toutes et tous, droits civiques, droits sociaux. La réponse à la crise sera sociale et politique, c'est le meilleur barrage contre le racisme. Les Alternatifs s'inscrivent dans les mobilisations contre la xénophobie, les discriminations, et ceux qui les instrumentalisent et les exacerbent.

POUR LA SOLIDARITE ENTRE LES PEUPLES, CONTRE LA POLITIQUE NEO COLONIALE

Les Alternatifs s'engagent :
- pour une rupture avec les politiques de type " françafrique ",
- contre le pillage des ressources et l'accaparement des terres au détriment des peuples et de l'environnement et au profit des économies capitalistes du nord
- contre la libéralisation des échanges et la domination des firmes multinationales
- pour la reconquête de la souveraineté alimentaire et pour l'annulation de la dette
- pour l'arrêt des interventions militaires.

UNE DEMARCHE

Les Alternatifs ont pour fil conducteur :
- l'unité populaire autour des luttes et des pratiques alternatives,
- l'unité de la gauche de transformation sociale et écologique,
- l'autogestion, comme but et comme chemin, comme pratique sociale et culturelle en vue de la rupture avec le capitalisme.

Ils défendent donc une démarche unitaire et collective à la présidentielle comme aux législatives de 2012.
Les Alternatifs portent les objectifs suivants :
- rassemblement autour d'un programme de transformation sociale et écologique, véritable alternative au social-libéralisme et à l'éco-libéralisme,
- positionnement clair contre la droite et l'extrême droite au second tour,
- campagne collective et pluraliste, dans l'affirmation de la diversité des forces partie prenante de la campagne présidentielle comme pour les législatives : création de collectifs unitaires, de forums citoyens…,
- engagement dans les mobilisations sociales, féministes, écologistes, antiracistes, altermondialistes

Dès maintenant, ils prendront des initiatives politiques pour traduire leur volonté d'unité, une unité large de la gauche de transformation écologique et sociale, construite avec des militantEs des combats émancipateurs sociaux et politiques. Les Alternatifs porteront leurs propositions, en termes de contenu comme de démarche politique, dans tous leurs échanges avec les forces de transformation sociale et écologique, dans tous les lieux de débat.

Ils œuvrent toujours dans la perspective d'un rassemblement de la Gauche alternative, notamment au travers d'assises, comme celle initiée en Midi-Pyrénées-Aquitaine et en Ile de France et pour la mise en place d'une coopérative de la gauche alternative.

C'est dans cette perspective que Les Alternatifs décideront de leur positionnement pour la séquence électorale de 2012, en tout état de cause, ils prendront leur décision avant la fin septembre. ■

Résolution adoptée par la Conférence Nationale des Alternatifs

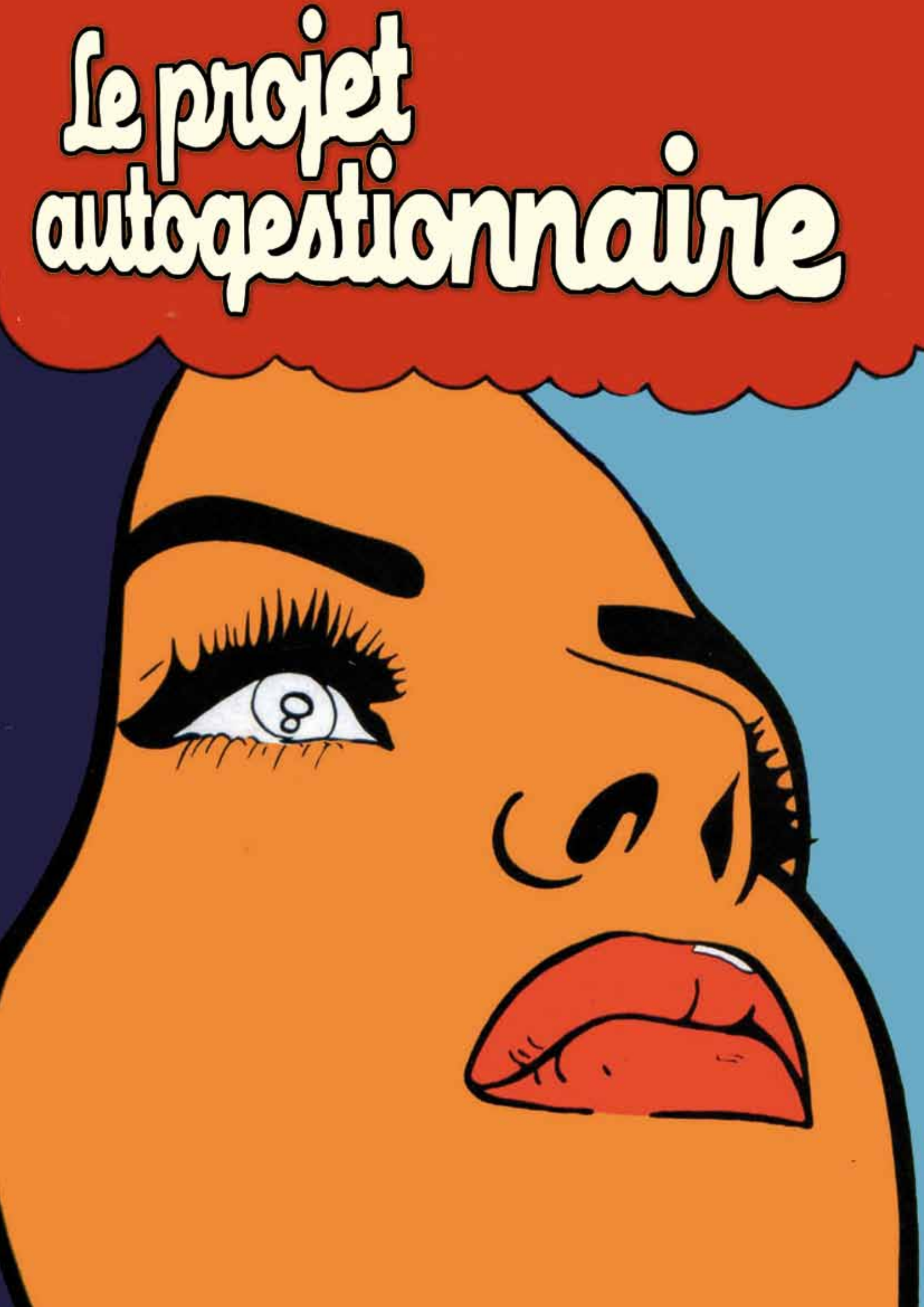
Soutien aux peuples arabes

Les Alternatifs, réunis en conférence nationale le 19 juin 2011, réaffirment leur soutien aux peuples arabes et du sud de la Méditerranée en lutte pour leurs droits sociaux, politiques et citoyens et pour une vraie démocratisation des institutions de leurs pays. A l'exemple des peuples tunisiens et égyptiens, de nombreux peuples se sont lancés dans des révoltes pour une vie meilleure et la fin des dictatures ou des régimes autoritaires. Mais les forces réactionnaires résistent par tous les moyens au changement.

En Algérie, au Maroc, en Jordanie -et quelles que soient les différences entre ces pays- les pouvoirs en place cèdent sur certaines revendications sociales, voire octroient à leurs sujets (Maroc) quelques timides avancées politiques, pour éviter le développement de la contestation.
Au Bahreïn, la révolte populaire a été écrasée par l'armée saoudienne, bras armé de l'impérialisme étasunien dans le Golfe. Les Alternatifs soutiennent également la volonté de changement démocratique du peuple yéménite victime aussi d'une terrible répression.
En Libye et en Syrie, la répression par les dictatures en place ne faiblit pas et, aujourd'hui, leurs forces armées soutenues par des mercenaires (en Libye) et des miliciens venus de pays étrangers (en Syrie) se livrent à des crimes contre l'humanité (assassinats ciblés, tortures, viols...). Le bilan est dramatique : plus de 1200 morts en Syrie, plus de 10 000 en Libye, dont 6000 avant le début de l'intervention impérialiste. Les Alternatifs demandent l'arrêt immédiat de la répression dans ces deux pays et la traduction de leurs dirigeants devant la justice internationale pour crimes contre l'humanité. En Libye, ils demandent l'arrêt concomitant de la répression et de l'intervention impérialiste de l'OTAN. Seul le départ de ces dictateurs pourra permettre aux peuples libyen et syrien le libre choix dans leur mode de gouvernement.
Enfin, les Alternatifs s'inquiètent de l'évolution récente en Tunisie et en Égypte où les forces réactionnaires (benalistes et islamistes à Tunis ; Frères musulmans, salafistes et bourgeoisie enrichie par l'exploitation mondialisée de l'Egypte au Caire), soutenues voire manipulées par les services occidentaux, tentent d'installer de nouveaux pouvoirs répressifs à la solde de l'impérialisme. Ils assurent les démocrates tunisiens et égyptiens de leur soutien, aussi bien dans leurs pays qu'en France. ■

Résolution adoptée par la Conférence Nationale des Alternatifs le 19 juin 2011

Le projet autogestionnaire



Lors de la préparation de leur congrès (novembre 2010 à Rouen), les Alternatifs avaient expérimenté une nouvelle méthode de travail aussi horizontale et collégiale que possible.
La méthode était novatrice mais le résultat fut un texte insuffisant.
En particulier, la partie du texte sur l'autogestion s'est avérée insatisfaisante.
Nous avions alors le choix entre un difficile travail de réécriture, dans l'urgence d'une commission des résolutions, en contournant la démarche horizontale au nom de l'efficacité, ou le report de l'adoption de cette partie du texte.
C'est le second choix qui a été fait, en cohérence avec nos pratiques autogestionnaires.
Parce que le chemin fait partie du but, nous avons fait le choix de reporter à une conférence nationale l'adoption de cette partie. Le reste du texte a par ailleurs été amendé et adopté en congrès, et publié dans le numéro de Rouge & Vert 315 du 11 novembre 2010.
La partie portant sur le projet autogestionnaire a été réécrite et débattue dans les groupes locaux de notre mouvement puis adoptée à une très large majorité lors de la conférence nationale des 18 et 19 Juin 2011.
La voici. ■

Rouge &Vert

Le Projet autogestionnaire

Présentation du projet

L'autogestion comme but, moyen et chemin

Définition

En tant que projet politique, l'autogestion est à la fois un but et un chemin.

En tant que but, l'autogestion constitue la forme d'organisation et le mode de fonctionnement d'une société fondée, au niveau des principes et des pratiques, sur la participation de toutes et de tous à l'ensemble des décisions dans les champs économique, social et politique, à tous les niveaux de la sphère collective en vue de l'émancipation de chacun et de chacune.

En tant que moyen, l'autogestion est aussi une pratique immédiate, y compris dans le cadre de la société capitaliste, même si l'autogestion généralisée est impossible dans le cadre du capitalisme. Comme pratique immédiate, l'autogestion est nécessaire pour accumuler des forces, faire la démonstration que les dominations et les hiérarchies ne sont pas fatales, et qu'une autre société, alternative au capitalisme, est possible ; comme chemin, l'autogestion prépare et conditionne les ruptures avec le capitalisme.

Enfin, au-delà des pratiques et des objectifs, l'autogestion implique une stratégie transitoire pour le changement de société, faite de ruptures et de sauts qualitatifs, favorisant l'émergence d'un double pouvoir débouchant sur la transition autogestionnaire et ouvrant la voie vers l'autogestion généralisée..

L'autogestion comporte deux orientations fondamentales :

- contribuer à la mise en place d'un nouveau système de production; de consommation et de répartition de la richesse aux différentes échelles, satisfaisant aux exigences écologiques et sociales ;

- construire une société permettant de «démocratiser radicalement la démocratie» politique et économique».

La démocratie politique

Pour les autogestionnaires, la démocratie politique exige de combiner une refonte radicale des institutions à différentes échelles, et la construction par le bas d'une démocratie active.

La construction d'une démocratie active repose d'une part sur la dynamique des forums citoyens ouverts à toutes et tous, généralistes et thématiques, lieux de rencontres, de confrontations, d'élaboration et de contrôle, d'autre part sur l'installation des conseils citoyens, tirés au sort ou élus par toute la population âgée d'au moins 16 ans, quelle soit la nationalité après débat politique pluraliste. Ces conseils seront associés aux décisions des institutions locales, régionales, nationales et européennes, en recourant notamment au budget participatif. Dans une société autogérée, démocraties économique, sociale et politique sont indissociables.

Les piliers de l'économie autogestionnaire

Parce que l'autogestion promeut la participation de toutes et de tous à l'ensemble des décisions dans le champ économique, l'autogestion s'appuie sur la propriété collective des moyens de production. Cette appropriation collective, très largement dominante, des moyens de production permettra l'extension du champ de la gratuité dans l'économie, ainsi qu'une relative liberté dans le mode d'établissement des prix, ceux-ci devenant essentiellement un choix politique. Cette appropriation se fera sous forme publique et sociale.

Dans cette seconde forme, le capital est mis à la disposition des unités de façon inaliénable par la collectivité grâce à un système monétaire et financier chargé de la mise en œuvre des choix économiques collectifs.

L'ensemble de la population définira, au niveau le plus adéquat possible et selon les règles de la subsidiarité, ses grandes priorités économiques tant en termes de consommation que d'investissement. Les unités de production et de service seront dirigées par les travailleur-ses de celles-ci. Les usagers et citoyen-es définiront, en coordination avec les travailleur-ses, les objectifs de chaque unité.

La propriété collective des moyens de production implique la fin des revenus du capital. L'extension de la gratuité (c'est-à-dire la socialisation des coûts et la gratuité d'usage) est un vecteur d'égalité sociale. Les revenus monétaires seront distribués sur une clé de répartition résultant d'un débat démocratique et dans une fourchette réduisant fortement la hiérarchie des revenus.

La transition autogestionnaire

La société autogestionnaire n'est pas un état qui surgit comme par enchantement au lendemain de la révolution. C'est un processus d'autodétermination sociale, économique, culturelle, politique et institutionnelle. La perspective d'un double pouvoir basé sur la construction d'un pouvoir citoyen et autogestionnaire «d'en bas», transitoire en en confrontation avec l'appareil d'Etat (le pouvoir «d'en haut»), précédera et rendra possible la destruction de l'appareil d'Etat bourgeois

. Un tel processus pourra préfigurer et préparer la société d'autogestion généralisée, une fois cet appareil d'Etat mis hors d'état de nuire. La destruction de l'appareil d'Etat bourgeois ne peut être le préalable à l'instauration du socialisme autogestionnaire. Une phase transitoire est donc nécessaire.

Les pratiques et les formes autogestionnaires conditionnent la construction et l'appropriation de l'autogestion par de larges secteurs de la population. L'élaboration d'un programme de transition, combinant des revendications et des exigences immédiates doit ouvrir des perspectives. Ce programme doit permettre la mobilisation et inciter à la radicalisation pour construire une culture autogestionnaire qui irrigue la conscience collective.

La culture autogestionnaire resurgit depuis le début du siècle en Amérique latino-indienne et dans une moindre mesure en Europe, en lien avec la nouvelle culture politique née de l'altermondialisme, ~~et~~ dont le mouvement des *« Indignados »* est aujourd'hui l'une des expressions.

La transition autogestionnaire suppose d'autres rapports de propriété et d'autres institutions politiques, ce qui implique une stratégie d'affrontement avec le système capitaliste.. Elle sera faite de ruptures successives et de sauts qualitatifs. Il s'agit d'engager l'action et la lutte sur au moins cinq terrains : la démocratie institutionnelle, les services publics, la production**,** la solidarité internationale et l'écologie, pour ouvrir d'autres possibilités de convergence et pour parvenir à une dualité du pouvoir. Il convient également d'analyser les luttes d'autodétermination mais aussi les nouvelles contradictions du capitalisme car elles engendrent de nouvelles formes de contestation et appellent ~~à~~ de nouvelles réponses.

Les autogestionnaires assument la dimension conflictuelle, dans une phase de transition, des différentes instances d'un double pouvoir, pouvoir d'en haut et pouvoir d'en bas, et privilégient la dynamique du pouvoir d'en bas dans l'optique de la société autogérée comprise comme autogestion généralisée.

Autogestion, Europe et mondialisation

Le projet autogestionnaire ne vise ni une unité mondiale ni une globalisation politique organisées sur les mêmes règles imposées à tous. Il est par essence respectueux des peuples et de leur culture dans le cadre d'un monde coopératif, exempt de toute forme d'impérialisme d'Etat ou de Firmes multinationales.

L'organisation internationale reposera sur :

• Le respect des droits universels des personnes et des peuples ;

• La paix et le règlement pacifique des conflits ;

• La construction de relations égalitaires entre les individus et entre les peuples, en alternative à toute forme de domination, de hiérarchie et de mise en concurrence,

• La protection des biens communs et de la biodiversité.

L'ensemble de ses règles de fonctionnement est fondé sur la prééminence des droits humains et environnementaux.
Les relations entre les pays sont régies par un organisme intergouvernemental unique, représentation démocratique des peuples. Son organisation devrait reposer sur une séparation des trois pouvoirs, décisionnaire, exécutif (agences en charge de sujets spécifiques) et judiciaire, s'appuyant sur des forces de coercition et placé sous contrôle de la communauté des peuples.

Les fondements de la société autogestionnaire, impliquent que les échanges s'inscrivent dans une économie qui vise le bien-être des peuples et l'instauration d'une solidarité entre eux. Ils seront limités, privilégieront les énergies renouvelables et préserveront les biens communs mondiaux et reposeront sur des prix justes prenant en compte un référentiel de droits économiques et sociaux–et de protection environnementale. Le système monétaire et financier sera fondé sur une monnaie commune définie par un panier de biens et de services représentatif des productions des différents pays.

Écologie et Autogestion

Le but du capitalisme c'est l'accroissement du taux de profit obtenu par la pression exercée sur le salariat mais aussi par la recherche insatiable de nouveaux marchés. L'accumulation du capital pousse le PIB perpétuellement à la hausse. Il apparaît, de plus en plus, que ce dernier,

à partir d'un certain niveau par habitant, ne conduit pas à l'amélioration du bien-être mais est synonyme de pollutions de plus en plus graves menaçant la vie des générations futures. Les récents exemples le montrent (marchés de permis d'émission, grenelle de l'environnement...), la prise en compte de l'écologie par des régulations du marché est incapable de répondre aux défis contemporains. Ceci signifie que les questions « que et comment produire ? » ne peuvent plus relever de l'addition des comportements individuels mais doivent résulter d'un débat démocratique dans lequel toutes et tous sont parties prenantes : seule l'autogestion généralisée de la société sera en mesure de garantir une vie décente aux générations futures.

Type de développement : objection de croissance et alterdéveloppement

Les suites du séisme du 11 mars 2011 au Japon et la catastrophe majeure de Fukushima marquent une rupture. Elles ont mis à nu la fragilité des sociétés les plus « développées ». Elles confirment à quel point la sécurité des populations « civiles » — jugées superflues dès lors qu'elles ne sont plus solvables ou corvéables à merci — pèse désormais peu, même en supposé temps de paix, face aux intérêts privés d'une petite oligarchie de « décideurs ».

Le cynisme du capitalisme du désastre est fondé sur la reconstruction de ce qu'il a contribué à détruire et se heurte aux relatives limites posées par le péril radioactif. Il s'appuie sur une logique consumériste, productiviste et sécuritaire pour maintenir ou pour améliorer le taux de profit. Cette logique conduit, dans un certain nombre de cas, à l'adoption de technologies incompatibles avec l'autogestion et avec la sauvegarde de la planète comme le nucléaire, les OGM ou les nanotechnologies ; dans d'autres cas, elle conduit à des choix scientifiques et techniques socialement orientés et écologiquement néfastes. Ces derniers doivent être abandonnés ou réorientés selon les cas, après une véritable appropriation citoyenne et autogestionnaire. L'abandon de certaines technologies ou leur réorientation contribue à réduire l'empreinte écologique, notamment dans les pays du Nord.»

La critique du développement, prolongée aujourd'hui par le mouvement de la décroissance, avance un certain nombre de thèmes, peu portés par les mouvements d'émancipation antérieurs et qui doivent être pleinement intégrés à la critique alternative et autogestionnaire du capitalisme : remise en cause de l'exploitation néocoloniale liée aux tentatives de développement paternaliste du Sud par le Nord, critique de la tendance croissante à l'occidentalisation du monde par déculturation forcée des sociétés et du caractère progressiste de tout progrès technique (hyper-technicisation). Ce mouvement porte aussi des préoccupations écologistes radicales que nous partageons : accent mis sur l'urgence et sur l'irréversibilité de certains processus de destruction déjà commencés (le réchauffement climatique en est l'emblème), sur la finitude de la planète, sur les limites de l'exploitation féroce des ressources naturelles, sur la nécessité de réduire l'empreinte écologique et celle d'une société énergétiquement sobre. Enfin, ce mouvement met l'accent, à juste titre, sur l'illusion du développement durable, aménagement vert du capitalisme, qui, à coup de voitures électriques, d'agrocarburants, de filtres à eau et de puces de diagnostic, ne fait qu'aménager l'ordre existant en laissant intacts les rapports sociaux de domination.

Pour autant les Alternatifs n'acceptent pas la diabolisation tous azimuts de la notion même de progrès ni l'amalgame entre progrès social et progrès technique.

Les Alternatifs sont convaincu-e-s du caractère destructeur de certaines productions. Mais s'ils considèrent que la croissance en soi est une impasse - et c'est en ce sens qu'ils revendiquent l'objection de croissance - ils ne font pas de la décroissance un objectif en soi. Ils mettent l'accent sur la dimension qualitative de la production sociale et sur sa compatibilité avec la nécessité de réduire la ponction sur les ressources naturelles.

Ils font le choix de l'alterdéveloppement en mettant l'accent sur trois questions :

- que produire ?

- comment le produire ?

- pour quelle répartition des richesses ?

Dans ce cadre, il s'agit de subordonner les activités économiques à des choix politiques concernant la société et l'environnement :

- pour une production économe et solidaire mettant en priorité la satisfaction des besoins fondamentaux : alimentation, santé, formation et autres équipements ou services publics tout particulièrement dans le sud ;

- pour une production fondée sur une réduction drastique de la consommation des sources d'énergies non renouvelables, le respect des milieux naturels, de la biodiversité, des ressources en eau et des équilibres climatiques ;

- pour un fonctionnement politique permettant la participation de toutes et tous aux différentes échelles.

Sur ces bases, les Alternatifs déclinent quelques orientations. Notre préférence va :

- à la qualité du lien social plutôt qu'au quantitatif et à l'accumulation de biens,

- à la relocalisation de l'économie : suppression des intermédiaires, production et vente au plus près des habitant-e-s pour réduire les coûts environnementaux des transports.

- au choix de technologies maîtrisées par les utilisateurs plutôt qu'aux technologies sophistiquée ou hautement performantes au service d'une minorité,

- à de nouvelles pratiques sociales et solidaires (engagement en matière de commerce équitable, au Nord et au Sud, opposition au pillage des matières première du Sud ; lutte contre les OGM et le nucléaire; lutte contre le modèle de surconsommation).

Quel type de production ? Que et comment produire ? Quelle articulation avec les citoyens et les consommateurs ?

Publicité et ses multiples supports, surarmement, bétonnages massifs, OGM, agrochimie, automobiles... la majorité des réalisations modernes sont nuisibles aux humains ou, au mieux, superflues. Il faut démanteler les trusts qu'elles engraissent. Il est nécessaire d'organiser un contrôle citoyen et autogestionnaire sur les choix scientifiques et techniques et de créer des organismes indépendants qui informent la population et permettent la prise de décision. Il faut retrouver les savoir-faire garants d'autonomie dont on tente de nous dépouiller, élargir le champ des valeurs d'usage contre la tyrannie de la valeur d'échange qui transforme en aliénation la production, le travail humain et la consommation ; il faut cesser de confondre travail et emploi, travail et salariat, mais aussi cesser de cliver producteurs et consommateurs, travail et « loisirs », manuels et intellectuels, jeunes et vieux, hommes et femmes, conception et exécution...

Pour s'affranchir du diktat des multinationales, il faut redistribuer les terres et les lieux habitables, il faut définir des zones d'activités relocalisées de consommation, de production et de transformation. Ces zones doivent être gérées de manière participative (comme pour le budget participatif) à partir des échelons les plus locaux pour permettre à la population de faire les choix nécessaires et de les mettre en œuvre. En matière d'alimentation, il faut veiller à laisser la place à l'installation de paysans et rechercher les ressources les plus proches en élargissant progressivement les zones d'approvisionnement pour ce qui ne peut être produit sur place. Il faut favoriser toutes les organisations autogestionnaires à tous les niveaux et réduire au maximum l'obligation de déplacements. L'organisation autogestionnaire de la société doit :

- rompre avec le consumérisme et el mythe du droit à consommer et permettre à chacun-e de satisfaire ses besoins vitaux : logements nourriture, santé éducation, loisirs.

- en transition, nationaliser ou renationaliser tout ce qui relève des grands réseaux (communications, transports, énergie, grande distribution...)

- exprimer des valeurs de solidarité.

Par ailleurs, raisonner exclusivement en termes de production et de consommation occulte l'enjeu écologique, social et politique central : celui des « déchets ». Cet enjeu porte sur leur définition, leur nécessaire réduction drastique, mais aussi la manière d'envisager les contraintes liées à la gestion concrète et équitable des pollutions durables, toxiques et radioactives qui nous ont déjà été irrémédiablement léguées.

Cette problématique des déchets, effluents et rejets ne peut plus être « externalisée », déléguée à un lumpenprolétariat local ou étranger. Elle doit être placée d'urgence au cœur de toute réflexion sur ce que pourrait être une alternative autogestionnaire au totalitarisme bienveillant des « gouvernances mondiales ».

FÉMINISME et autogestion

La perspective autogestionnaire et écologique doit s'accompagner d'une lutte résolue contre les inégalités et pour une nouvelle répartition des richesses. La structure inégalitaire de la société a des conséquences graves comme la perte des compétences d'une très large partie de la population et des contraintes sur des individus, hommes et femmes, qui ne peuvent trouver leur juste place.

La parité dans tous les domaines est un choix provisoire comme moyen pour atteindre une véritable organisation autogestionnaire, féministe et démocratique de la société.

Les Alternatifs luttent pour une société qui refuse les inégalités, les violences, le racisme et la répression comme mode de gouvernement.

Ils luttent pour une société autogestionnaire qui permet l'autodétermination et l'égalité des droits, dans laquelle les personnes sont libres et décident ensemble sans domination d'un groupe sur un autre qu'elle soit sexuelle, raciste ou économique.

Les femmes y ont nécessairement une place égale à celle des hommes, la société autogestionnaire est donc une société féministe.

Le féminisme se réclame de l'autogestion dans l'organisation de ses luttes et dans ses projets, l'autogestion est nécessairement féministe en remettant en cause toutes les oppressions. La lutte pour avancer vers une société féministe et autogestionnaire passe par :

• une meilleure répartition du temps de travail et sa réduction ;

• une réorganisation écologique et autogestionnaire de la production ;

• une éducation basée sur le respect et l'égalité de tous et toutes sans discrimination ni stéréotypes sexistes ;

• la parité stricte dans les institutions et la vie politique.

Pour les Alternatifs, féminisme et autogestion sont incompatibles avec le capitalisme. Mais le féminisme et l'autogestion n'attendent pas la rupture avec celui-ci et la révolution : les pratiques féministes et autogestionnaires existent déjà. Développons-les partout, c'est ainsi que nous construisons le projet alternatif et que nous préparons les ruptures nécessaires.

ANTIRACISME et autogestion

Tout comme autogestion et sexisme sont incompatibles, autogestion et racisme ne peuvent cohabiter. Pour les Alternatifs, aucun secteur de la société ne pourra être démocratisé s'il n'est libéré des discriminations racistes. C'est pourquoi les Alternatifs combattent toutes les formes de racismes (de nationalité, d'origine, de couleur, de genre, de sexualité, de religion) sans hiérarchie.

Les Alternatifs sont particulièrement sensibles à la montée d'un discours raciste décomplexé envers les noirs et les arabes en France

Nos orientations et leur articulation au projet

ENCLENCHER des dynamiques autogestionnaires pour la reconversion économique, écologique et sociale

Face à l'aggravation des problèmes écologiques et la montée du niveau de risques (Fukushima) au cœur d'un capitalisme en crise, l'urgence de la reconversion constitue une priorité politique pour toutes les forces alternatives. Nous visons un «alterdéveloppement» dans un projet autogestionnaire. Cela implique le remplacement du capitalisme dans une démarche fondée sur des pratiques et des organisations autogestionnaires associant le maximum de citoyenNEs tout au long de la reconversion. Cette reconversion doit donc être fondamentalement sociale, c'est à dire répondre aux besoins fondamentaux.

Mais comment enclencher le remplacement du capitalisme ? Malgré la profondeur de sa crise et sa remise en cause sous des formes diverses, le capitalisme ne se laisse et ne se laissera pas facilement abattre au nom de la sauvegarde de la planète et du «bien-vivre» de l'humanité. Au contraire il passe à l'offensive (agrocarburants, accaparement des terres, …) et promet un «capitalisme vert», base d'un éventuel compromis. Aux forces alternatives, à nous, d'imposer la réduction sensible de la production et de la consommation des pays riches, l'amélioration de la situation des pays «émergents» et pauvres, le changement des modes de production et de consommation pour tous, en vue de satisfaire les besoins de l'humanité et de protéger la planète.

Le discours politique, même radical, ne suffira pas. Il doit s'inscrire dans un ensemble de propositions et d'actions visant

• La satisfaction des besoins humains fondamentaux sous contraintes sociales et écologiques (faibles inégalités de revenu et de conditions de vie, économie des ressources non renouvelables …) par le renforcement des services publics ;

• Une profonde modification des types de production, des façons de produire et d'échanger ;

• Une mutation en matière d'organisation du travail et des modes de gestion, de répartition des tâches pénibles et des gains de productivité au service de la réduction du temps de travail;

• La solidarité avec les pays les plus touchés par la crise climatique et écologique et par les stratégies politiques et économiques néocoloniales ;

• La mise en place d'une politique de reconversion économique dans le cadre d'une planification écologique sectorielle, territoriale et globale.

• Une autre façon de vivre passant par une autre organisation des territoires, une transformation des pratiques culturelles, sportives, des loisirs et des façons de consommer.

Dans ce cadre des alternatives concrètes, individuelles et collectives, doivent remettre en cause le système. Il s'agit de démontrer massivement qu'un autre mode de production est possible tout en affaiblissant significativement l'actuel.

Il s'agit de donner force et sens aux réalisations dans des domaines où l'autonomie des producteurs et ou des consommateurs est relativement forte, comme dans une partie de l'agriculture et de l'alimentation avec le développement des circuits courts alimentaires dont la forme AMAP. Mais compte tenu des limites de ces formes alternatives, la tendance à en faire un modèle largement reproductible, est vaine. Il faut donc aussi construire des alternatives dans les secteurs où l'autonomie actuelle des travailleurs (automobile, énergie …) est faible alors que ces secteurs sont centraux dans les différentes composantes du système capitaliste. Le niveau local doit aussi contribuer à l'émergence et à l'application du nouveau compromis à propos de la transition énergétique, de nouvelles pratiques … Pour cela, le mouvement des «villes ou territoires en transition» doit nécessairement associer les populations les plus défavorisées.

Un tel projet butte sur la solidité du capitalisme. A nous de contribuer à le subvertir de façon pertinente aux plans intellectuel et politique.

DÉVELOPPER des formes autogérées

Dans l'entreprise

Dans l'entreprise capitaliste, la finalité du travail est la mise en valeur du capital : de ce point de vue, la direction de l'entreprise est nommée par les propriétaires de celle-ci et les travailleur-ses sont assujetti-es à cette direction. La finalité de l'unité de production autogérée n'étant plus la mise en valeur du capital mais la satisfaction des besoins de la population, les travailleur-ses sont logiquement appelé-es à reprendre le contrôle de leur activité productive. C'est ainsi que la direction de l'unité de production sera directement élue et révocable par l'assemblée des travailleur-ses, à l'image de ce qui existe actuellement dans les SCOP.

Pour autant, presque deux siècles d'expériences d'autogestion ouvrière nous montrent les difficultés de celles-ci dans le cadre d'une économie de marché : les sociétaires se doivent de trouver un marché solvable pour obtenir des rémunérations convenables et lorsque ce point est résolu, on constate fréquemment une dérive capitaliste des formes coopératives (cf. Mondragón au Pays basque). Divers éléments permettront d'engager la sortie des échanges économiques du cadre marchand :

- La présence d'une planification incitative et partielle qui agira sur le levier bancaire pour orienter les unités de production vers les besoins exprimés de la population ;

- La propriété sociale des moyens de production de l'entreprise garantie par le financement d'un secteur bancaire socialisé ;

- La possibilité pour les usagers et les collectivités publiques de s'organiser et d'élire dans chaque unité de production, un Conseil d'orientation chargé de conseiller et de s'assurer que la direction de l'entreprise agit dans le sens de l'intérêt général ;

- Une certaine garantie des rémunérations des travailleur-ses indépendamment des résultats de l'entreprise.

Si nous ne semblons pas être dans une époque d'appropriations collectives à grande échelle (comme en 1917 en Russie, en 1936 en Catalogne et en Aragon, en 1956 à Budapest …), d'autres formes et modalités d'appropriation ont vu le jour ces dernières années : récupération d'entreprises en Argentine (220 en une décennie), de l'usine sidérurgique vénézuélienne SIDOR, de l'usine de pneumatiques Hulera Euzkadi S.A, à El Salto …

Ces expériences émanent, le plus souvent, d'équipes syndicales influencées par des marxistes révolutionnaires ou autogestionnaires mais cette condition n'est pas exclusive. Elles peuvent parfois résulter de démarches beaucoup plus pragmatiques en cas de crise grave.

En France et en Europe, malgré la destruction de plusieurs centaines de milliers d'emplois industriels (269 000 en France selon Alternatives économiques) et des luttes, parfois exemplaires en termes de combativité, la frilosité des équipes syndicales freinent toute velléité de reprise « sous contrôle ouvrier » (Hormis dans l'Etat espagnol où 40 entreprises ont été récupérées en deux ans).

Dans les services publics et pour la défense des biens communs

Dans une société autogestionnaire, les biens communs universels (eau, air, terre, sous-sol, biodiversité, connaissances), les biens sociaux (enseignement, santé, protection sociale, recherche) et les biens publics (énergie, transports, télécommunications, emploi, justice, culture) doivent échapper à toute forme de marchandisation et être socialisés, ce qui n'implique pas nécessairement la nationalisation. Quels que soient les échelons de compétences (national, régional ou local), les citoyen-ne-s, les associations, les syndicats doivent être associés pleinement aux décisions et à la gestion des entreprises ou des régies publiques.

Assainissement et distribution de l'eau, collecte, traitement et réduction à la source des déchets, énergies renouvelables, accueil de la petite enfance ou des personnes âgées, etc., l'essentiel des services publics de proximité devra être géré par des régies publiques directes avec contrôle citoyen ou des sociétés coopératives d'intérêt collectif (SCIC). Face à la spéculation foncière et immobilière, les communes ont un rôle actif à jouer pour renforcer la socialisation des terres et des logements. Par ailleurs les citoyen-ne-s peuvent également créer des coopératives de logements, des crèches autogérées, etc.

La transformation sociale et politique de la société implique de rompre radicalement avec les pratiques actuelles consistant à déléguer la gestion aux intérêts privés et à confisquer le pouvoir de décision. Le discrédit de la démocratie représentative s'explique en partie par l'opacité de la gestion publique, le refus d'entendre les mobilisations populaires (tarif de l'eau, maintien des bureaux de poste, des classes et des services hospitaliers, etc.) et l'absence de concertation des usager-ère-s et des travailleur-se-s à tous les niveaux.

Pour les Alternatifs, un service public de l'information est nécessaire. Libéré des pressions publicitaires et géré comme les autres services publics dans la concertation entre associations d'usagers, syndicats et Etat, il trouvera sa place à côté d'un tiers secteur associatif valorisé et un secteur privé aux ressources publicitaires drastiquement limitées, à la concentration maîtrisée et strictement indépendant des groupes industriels travaillant avec l'Etat

Dans l'enseignement

Les Alternatifs s'instruisent des expériences alternatives en place ou en projet qui permettent aux enfants de devenir sujets de leur formation, de construire leur savoir à travers leurs activités, de développer la coopération et l'association, et les appuient. Ces pratiques existent, fonctionnent dans la durée, réussissent. Elles sont à développer. Il s'agit le plus souvent de fonctionnement coopératif, de la pratique de conseils ; ceux-ci sont liés à une organisation de la classe et à des apprentissages fondés sur des activités rattachées au vécu et à des projets réels des enfants ou ados, et de ce fait dotés de sens ; ils sont liés également à l'existence effective, reconnue, prise en compte, d'une libre expression, et d'échanges constructeurs. Ces pratiques pédagogiques favorisent aussi une réelle démocratisation scolaire.

Il est nécessaire de lier ces expériences et les espaces institutionnalisés ou non de contestation de l'école capitaliste, dans une perspective de transformation globale du système éducatif et de la société toute entière.

Les Alternatifs soutiennent les mouvements pédagogiques visant à changer l'école et sont favorables à l'établissement de liens institutionnels entre équipes enseignantes-mouvements pédagogiques-recherches pédagogiques portant notamment sur les processus d'apprentissage effectuées par les chercheurs/chercheuses en Sciences de l'Education.

Les Alternatifs sont partisans d'une organisation autogestionnaire du service public d'Education dans lequel les partenaires éducatifs (jeunes, parents d'élèves, salarié-e-s de l'Education, organisations et associations dont les usagers et les personnels se sont dotés, mouvements et associations pédagogiques, collectivités territoriales elles même autogérées) décideront ensemble des transformations de parcours, de filières.

Les établissements scolaires seront réorganisés pour permettre

• la mise en place de structures d'autogestion en leur sein

• les réponses pédagogiques appropriées à l'échelon local dans le cadre d'objectifs nationaux

Ces structures librement instituées rendent possibles l'objectif d'une culture commune acquise selon des modalités qui peuvent varier et qui facilitera l'émancipation individuelle et la construction d'une citoyenneté autogestionnaire.

Dans le secteur bancaire et financier

L'argent doit cesser d'être un moyen de pouvoir dans l'économie. Celui-ci est géré par des banques dont une grande partie est détenue par des actionnaires, leur unique motivation étant le retour sur investissement. Ce faisant, ces dernières ont développé des activités de marché peu en rapport avec le financement de l'économie réelle.

L'autogestion suppose le contrôle citoyen sur l'activité bancaire. Ce contrôle suppose l'appropriation collective des banques privées, leur transformation en banque nationale ou coopératives. Dans les banques nationalisées, les Alternatifs soutiennent l'intervention effective des travailleur-ses et usagers dans la gestion. Dans les banques coopératives déjà existantes, les Alternatifs soutiennent la participation des travailleur-ses à la gestion de l'entreprise ainsi qu'une réactivation de la démocratie interne lorsque cela est nécessaire.

La banque centrale doit cesser d'être une officine indépendante dont l'unique objectif est le contrôle de l'inflation mais un outil d'orientation des crédits dont l'objectif est de mettre en œuvre les décisions politiques de la population relatives aux investissements de l'économie.

Les Alternatifs soutiennent les initiatives de création et d'expansion de banques éthiques et coopératives. Les Alternatifs estiment que l'argent ne doit plus être rémunéré en termes réels (hors inflation).

la SOLIDARITÉ internationale

Altermondialistes, les Alternatifs soutiennent les peuples en lutte pour leur autodétermination et leur indépendance notamment les peuples sans Etat (palestiniens, sahraouis..) ainsi que les peuples victimes du colonialisme et de régimes dictatoriaux. Ils manifesteront leur solidarité chaque fois que possible et participeront à la mise en place de projets de solidarité avec ces peuples.

la SOCIALISATION des moyens de production

La socialisation des moyens de production s'inscrit dans notre projet global de transformation sociale et d'émancipation. Dans ce cadre, les Alternatifs considèrent que le contrôle « ouvrier » envisagé comme étape transitoire et les contre-plans alternatifs ou plans de reconversion écologiques comme objectifs sont des instruments de remobilisation des travailleurs pour passer de la préservation de l'emploi et des acquis à la remise en cause de la propriété tout en interrogeant l'utilité sociale et écologique de la production.

Que produire ? Pour quoi faire ? Comment produire ? Ces questions dépassent inévitablement le cadre stricto sensu de l'entreprise pour intégrer celui de la branche et au-delà, celui de la société, dans le but de définir l'usage des produits avec les utilisateurs, les usagers et les consommateurs. Pour cela, les luttes des travailleurs ne doivent pas restées isolées. Les Alternatifs s'évertueront à développer des solidarités mais également des collaborations avec les travailleur-se-s et leurs organisations syndicales et les usager-ère-s.

- Ils soutiendront tactiquement les expériences de contrôle « ouvrier » comme une étape transitoire car elles enclenchent un processus dynamique vers la gestion ouvrière. Il s'agira de placer ces luttes partielles pour le contrôle ouvrier dans la perspective de l'autogestion, tout en étant conscient que la réussite de l'autogestion implique évidemment son extension à des branches entières de l'activité.

- Ils s'impliqueront dans l'élaboration de contre plans alternatifs et plans de reconversion écologique en vue de la défense et la préservation des postes de travail en vue de définir :

- le développement et la faisabilité technologique des produits ;

- l'impact écologique pour fabriquer ces produits ;

- la recherche de l'innovation en fonction d'une plus grande utilité sociale des produits ;

- la redéfinition des rapports sociaux dans l'entreprise et la branche ;

- la transformation de l'organisation du travail, le transfert des « savoir-faire ».

DÉFENSE, développement et démocratisation des services publics et des fonctions de l'État

Les Alternatifs œuvreront pour que la préservation des biens communs universels et l'accès de toutes et tous à ces biens soient garantis par la Constitution et que des politiques adéquates soient mises en oeuvre dans ce sens.

A l'échelon national, ils se mobiliseront pour une reconquête publique de l'enseignement, de la santé, de la protection sociale, de la recherche et pour celle des secteurs publics privatisés ou en cours de privatisation (énergie, transports, poste, télécommunications). Ils se prononcent pour une transformation autogestionnaire de ces services publics avec la participation à la gestion des salarié-es et citoyen-nes

usager -es dont une partie sera tirée au sort.

A l'échelon local, les Alternatifs agiront pour que les services publics de proximité (eau, assainissement, déchets, énergies renouvelables, petite enfance, personnes âgées, etc.) soient gérés par des régies publiques directes avec contrôle citoyen ou des sociétés coopératives d'intérêt collectif (SCIC). Ils interpelleront les collectivités locales pour qu'elles acquièrent ou protègent des terres afin de préserver et de réimplanter l'agriculture et permettre le développement de l'emploi agricole. Ils impulseront des projets d'habitat collectif intergénérationnels. Ils soutiendront les initiatives citoyennes pour développer des coopératives de logements, des crèches autogérées, etc.

Pour cela :

• Les Alternatifs renforceront leur présence dans les collectifs locaux et nationaux de défense et de développement des services publics, dans la Coordination nationale des comités de défense des hôpitaux et des maternités de proximité, les associations d'usagers de l'eau et des transports publics, etc ;

• Ils participeront au Forum alternatif mondial de l'eau (FAME) à Marseille en mars 2012 et s'investiront dans sa préparation ;

• Au niveau local, ils participeront ou impulseront la création de collectifs citoyens pour exercer un contrôle dans la gestion des services publics de proximité ou, en cas de carence des collectivités, les prendre en charge.

RECONVERSION sociale et écologique

En cohérence avec les fondements et les axes stratégiques de leur projet, Les Alternatifs participent à faire avancer la reconversion écologique de l'économie et de la société dans une perspective anticapitaliste et autogestionnaire. Dans la période actuelle nos tâches se développent dans trois directions complémentaires :

- prendre en compte, à toute échelle, les conséquences sociales (niveaux de pollution et de risque, pertes d'emploi, de pouvoir d'achat, conflits pour l'appropriation des matières premières …) des dérèglements écologiques et élaborer démocratiquement des alternatives qui répondent effectivement à ces inégalités. Il s'agit ainsi de contribuer à associer une majorité de travailleurs, de consommateurs, de citoyens, ici et dans un grand nombre de pays, à la construction d'un projet écologique et solidaire, fondement d'une stratégie anticapitaliste et antiproductiviste.

- dénoncer par nos positions et par nos luttes la poursuite des pratiques capitalistes dans la production, les échanges et les discours. y compris dans la perspective d'un capitalisme vert avec maintien des mêmes objectifs de profit, du technicisme des indicateurs et des propositions, sans remise en cause du modèle de production : agrocarburants, nucléaire au lieu d'une alternative énergétique … Cette poursuite du système capitaliste conduit à l'aggravation de la crise écologique tout particulièrement aux dépens des pays et des groupes les plus menacés, à l'échec des négociations internationales (Kyoto, TNP, Copenhague…), aux trois ans de reculades dans l'application des propositions du Grenelle.

- mener des luttes et participer à des alternatives combinant ces deux orientations avec la recherche de mises en place de formes autogérées dans les débats et dans les organisations de production et d'échange. De telles formes doivent favoriser le dynamisme et l'innovation des forces populaires dans leur démarche anticapitaliste à court terme. Les initiatives relativement aisées dans des secteurs où l'autonomie des producteurs et des consommateurs vis-à-vis des forces capitalistes est forte (circuits court alimentaires, fonctionnement urbain …) doivent être confortées par des initiatives dans des secteurs directement dominés par les formes capitalistes de la production et de la finance, aidées par les technostructures (automobile, énergie …). Il faut aussi que chaque groupe, y compris le nôtre, traduise dans ses choix concrets le refus des modèles et comportements dominants (consumérisme, gaspillages). Ces initiatives concrètes doivent être des vecteurs de mobilisation des forces alternatives et d'affaiblissement du système.

Cela implique un projet politique émergeant au sein d'un front politique et syndical large et porté par lui dans les luttes et au plan plus politique par une gauche de transformation sociale et écologique. Au sein de l'ensemble de cette gauche et du courant de la gauche alternative, les Alternatifs y contribuent dans les luttes (opposition au projet d'aéroport de Notre Dame des landes, au nucléaire, aux OGM, inscription dans des projets alternatifs, …) et dans une réflexion militante sur la question de la conversion écologique.

nouvelle RÉPARTITION des richesses et justice

Le chômage de masse, la précarité, ne seront pas combattus par des appels incantatoires à la croissance. L'objectif des Alternatifs est une réduction massive du temps de travail, avec comme première étape une durée hebdomadaire de 30 heures. Cette réduction devra s'opérer sans perte de salaire. Une telle démarche implique un affrontement central avec le capital car elle nécessite un partage réduisant fortement sa rémunération et donnant la priorité à la RTT

La réduction du temps de travail permet aux hommes et aux femmes de libérer du temps pour la vie sociale, la vie personnelle, la possibilité de participer à la vie de la cité, la culture et de mieux partager les tâches ménagères et familiales. Elle permet ainsi d'assurer une véritable égalité des sexes dans les pratiques autogestionnaires liées au travail

C'est aussi un moyen pour permettre la diminution du travail contraint.

D'une façon plus générale, les Alternatifs se battent pour un meilleur partage de la valeur ajoutée en faveur des salaires dans la perspective de la transformation des entreprises de capitaux en unités de production autogérées.

Au niveau fiscal, Les Alternatifs défendent une meilleure répartition qui passe par la baisse de la TVA et un impôt réellement progressif. Dans cette perspective, ils soutiennent toute initiative fiscale visant à taxer prioritairement le capital et instaurant un Revenu et un Patrimoine Maximum Admissible par exemple en étendant à l'ensemble des revenus la grille des salaires de la fonction publique dont l'ampleur est d'environ 1 à 6. Les Alternatifs sont enfin favorables à une revalorisation de l'ensemble des minima sociaux avec l'objectif de les aligner sur le montant du SMIC. Au total il s'agit de réduire le temps de travail contraint, de mettre fin à la précarité et de s'opposer à l'idéologie dominante qui fait du travail une valeur en soi et non une forme de contrainte qu'il faut réduire au maximum possible. Les droits fondamentaux au logement, à l'éducation, à la santé doivent être garants et un revenu assuré à toutes et tous.

Ces mesures visant à frapper le capital ne peuvent qu'être conjointes à des initiatives économiques visant à favoriser l'autogestion dans la sphère productive. En particulier, les Alternatifs soutiennent tout projet de reprise d'une entreprise par ses travailleur-ses (SCOP) et/ou usagers (SCIC). Afin de favoriser et de généraliser ces reprises, les Alternatifs se prononcent pour l'appropriation collective du système bancaire ou à défaut, soutiennent la formation d'un pôle public bancaire et de fonds publics d'investissements destinés à la reprise autogérée des entreprises.

DÉMOCRATISATION et transformation des institutions politiques

Première étape indispensable sur le chemin d'une démocratie autogestionnaire, la refonte radicale des institutions exige à la fois une rupture avec la constitution monarchique de la V° République et la suppression du fonctionnement présidentialiste de chacune des assemblées locales.

Les Alternatifs se prononcent pour la mise en route d'un processus constituant incluant l'élection d'une nouvelle Assemblée nationale élue au suffrage universel direct, par tous les habitants vivant en France et ayant 16 ans révolus, et à la proportionnelle, et pour une nouvelle architecture institutionnelle avec une assemblée législative chargée d'élire le gouvernement, la suppression du sénat et son remplacement par une chambre représentative des organisations citoyennes, syndicales et associatives et des territoires. Cela implique la suppression de la fonction de président de la république, l'interdiction stricte de tout cumul des mandats, outil pour une réelle application de la parité et de leur renouvellement plus de deux fois consécutives, la révocabilité et la mise en place d'un statut de l'élu contraignant excluant le cumul entre une activité professionnelle et l'exercice d'un mandat électif national et européen. Il faut par ailleurs garantir− le retour effectif à l'activité professionnelle précédemment exercée à la fin du mandat.

Les Alternatifs sont favorables à l'extension du champ du référendum d'initiative populaire, et aux référendums locaux.

Les Alternatifs se prononcent pour l'annulation de la contre-réforme territoriale décidée par la droite sarkozyste et pour la mise en place d'une véritable démocratie locale au niveau des communes, départements et régions. Cela passe par l'élection à la proportionnelle de chacune de ces assemblées, par la suppression des pouvoirs actuels dévolus aux maires et par l'élection de bureaux municipaux, départementaux et régionaux, élus et révocables par l'assemblée et respectant la parité hommes/femmes.

Les Alternatifs sont favorables dans l'immédiat à la création d'un département basque, à la réunification de la Bretagne et de manière plus générale à l'ouverture d'un processus de décolonisation des peuples des derniers « confetti de l'empire » et d'autodétermination des peuples minoritaires de l'hexagone. Pour les Alternatifs, l'optique est claire et ne doit souffrir d'aucune ambiguïté : il doit associer toute la « communauté de destin » qui le souhaite (selon le concept élaboré par les Kanaks du FLNKS), et non les populations selon leur origine (conception nationaliste « ethnique »). Les Alternatifs estiment qu'il appartient aux seules populations concernées de définir les périmètres de leurs assemblées locales et que la politique de chaque échelon local doit être obligatoirement conduite par une assemblée élue à ce niveau. C'est explicitement le cas pour l'intercommunalité.

La construction de l'Union européenne exige de rompre radicalement avec sa soumission au Capital et son fonctionnement institutionnel actuel, notamment avec le rôle dévolu à la Commission.

Les Alternatifs sont favorables à la mise en place d'une organisation institutionnelle nouvelle articulant un Parlement européen, élu à la proportionnelle au niveau de l'union sur la base de listes respectueuses du poids démographique de chacun des Etats et des peuples et chargé d'élire l'exécutif européen, et une seconde chambre représentative des organisations citoyennes et des territoires.
L'ensemble des relations internationales doit être dans le double cadre d'une ONU totalement refondée et d'un Forum des peuples mis en place comme expression de la démocratie active et des réseaux de Forums citoyens.
Les Alternatifs se prononcent pour la mise en place, au niveau national, de l'union européenne et à l'échelle mondiale, de Cours de Justice élues pour cinq ans, non renouvelables et non révocables, par les secondes Chambres, permettant à chaque citoyen et à chaque communauté de contester les décisions législatives et de faire valoir ses droits. ■

LES ALTERNATIFS

UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE ET NECESSAIRE

Chômage, précarité, exclusion et pauvreté, inégalités femmes/hommes, guerres... Le Monde est à transformer. La mondialisation capitaliste marginalise des millions de personnes et met en péril l'équilibre écologique de la planète. Nous voulons un autre Monde. Il se construit de mobilisations en forum sociaux. Nous affirmons qu'il est possible de construire une gauche alternative pour une société solidaire, féministe, écologiste et autogestionnaire.

ROUGES

Les Alternatifs agissent pour un nouveau projet d'émancipation sociale; un projet autogestionnaire qui prenne en compte le meilleur des aspirations sociales, féministes et écologistes; un projet pour l'égalité et contre toutes les discriminations, contre toutes les dominations, le racisme, l'homophobie. Contre le capitalisme ultra-libéral et autoritaire qui détruit les acquis sociaux et marchandise nos existences, nous défendons pour toutes et tous le droit à un revenu permettant une vie épanouissante, le droit au logement, à la santé, à l'éducation et à la culture.

Face à l'offensive libérale planétaire, il faut un changement radical et profond: Une révolution. Pas un "grand soir", mais une révolution longue s'enrichissant des mobilisations sociales, d'expériences, de critiques, de débats avec le plus grand nombre (individus, syndicats, associations, formations politiques).

Les Alternatifs sont partisans de la convergence des luttes et internationalistes. C'est à l'échelle de l'Europe et du Monde, particulièrement avec le Sud, qu'il faut agir et penser le changement de société et l'émancipation humaine.

AUTOGESTIONNAIRES

La transformation radicale de la société nécessite la mobilisation, l'engagement de toutes et tous, une démocratie active:

Dans le champ économique : nouveaux droits pour les travailleurs; remise en cause des hiérarchies; développement du contrôle des salariés sur la marche des entreprises et la finalité de la production; appropriation sociale: Nous sommes favorables à la reprise ou à la création autogestionnaire des entreprises par leurs salariés.

Nous voulons défendre les services publics pour les transformer, et les transformer pour les défendre, notamment en développant le droit de contrôle et d'intervention des salariés et usagers. Il y a urgence pour les quartiers populaires et les zones rurales.

Dans le champ politique : développement de la démocratie directe (assemblées citoyennes, budgets participatifs, référendums d'initiative populaire...); contrôle et révocabilité des élu(e)s par les citoyen(ne)s; droit de vote et d'éligibilité pour les résidents étrangers à toutes les élections..

Pour une Europe sociale, écologique et démocratique; pour des institutions internationales au service des Peuples.

VERTS

Nous n'avons pas le culte d'une nature idéalisée, mais nous dénonçons la logique du profit et du productivisme. La crise écologique est là avec les perturbations climatiques. Les ressources naturelles ne sont pas infinies. L'alter-développement est notre réponse pour le futur: Agriculture paysanne et autonomie alimentaire; refus du pillage des ressources naturelles; aménagement équilibré des territoires et relocalisation des activités; abandon du nucléaire; politique globale d'économies d'énergie et de recours aux énergies renouvelables; utilité sociale plutôt que règne de la marchandise.

L'écologie est une dimension essentielle de notre projet d'émancipation; un projet à l'échelle de la planète.

SOLIDARITÉS ÉCOLOGIE
les alternatifs
FÉMINISME AUTOGESTION

FEMINISTES

Il n'y aura pas de véritable démocratie, ici ou ailleurs tant que les femmes auront un statut mineur.

Les Alternatifs combattent pour l'émancipation de toutes et tous, pour la conquête de droits fondamentaux. Pour une égalité réelle entre femmes et hommes: Politique, avec une parité effective; sociale et professionnelle,contre la précarisation, le temps partiel imposé et les inégalités salariales; dans la sphère privée. Pour une éducation libérée de ses modèles sexistes, le libre accès à la contraception et à l'avortement, contre la marchandisation des corps et les violences faites aux femmes.

des structures d'accueil de la petite enfance. Pour un changement de regard sur l'éducation des enfants et le développement de structures d'accueil adaptées aux besoins des parents

PAS D'AUTRE POLITIQUE SANS POLITIQUE AUTREMENT

Crise de la représentation politique, crise de l'engagement, replis sur soi...Il est urgent de faire de la politique autrement. Nos exigences autogestionnaires s'appliquent à nos modes de fonctionnement: l'adhérent-e n'est ni un petit soldat ni un carriériste. Il dispose d'une large autonomie d'action et de possibilités d'intervention garanties par nos statuts.

Notre mouvement est un lieu de coordination et d'échanges, d'implication dans les luttes, d'élaboration collective et de débats. Les responsables nationaux sont des bénévoles, mandatés par la coordination des groupes locaux. Ils appliquent les décisions prises par celle-ci.

Les Alternatifs sont une formation politique ouverte et unitaire. Pour eux, luttes sociales et action politique doivent converger sur un pied d'égalité. Ils sont prêts à s'engager dans les institutions si cet engagement contribue à la transformation de la société, mais ils refusent les dérives gestionnaires et la politique-spectacle. L'action collective, la construction d'un projet d'émancipation sont primordiaux.

Rouges, verts, féministes, autogestionnaires, actifs dans les Forums Sociaux, nous sommes partie prenante du mouvement altermondialiste.

PÉTITION

FOULARD

Mamans Toutes Égales !

Non à l'exclusion des mères portant le foulard

Depuis la loi du 15 mars 2004 interdisant l'école publique aux élèves musulmanes portant le foulard, des exclusions se sont multipliées, non seulement à l'encontre des élèves mais aussi à l'encontre des mères d'élèves, que ce soit pour l'accompagnement des sorties scolaires ou pour la participation à des réunions au sein de l'école.

Malgré un avis de la HALDE (Haute Autorité de Lutte contre les Discriminations et pour l'Égalité), rappelant que l'interdiction du foulard ne s'applique pas aux parents d'élèves, le ministre Luc Chatel a annoncé son intention d'instaurer par décret cette nouvelle discrimination. La proposition vient d'être reprise dans le programme de l'UMP pour 2012 – parmi 26 propositions tout aussi inquiétantes, légalisant notamment la discrimination à l'embauche contre les femmes portant le foulard, y compris dans le secteur privé !

Ces mesures obéissent à une même logique de stigmatisation et d'exclusion, en rupture complète avec les principes laïques tels qu'ils ont été fixés par la loi de 1905 et les lois Ferry-Goblet sur l'école.
Nous refusons ce détournement de la laïcité, qui s'inscrit dans une série interminable d'offensives : loi anti-foulard, loi anti-niqab, "débat sur l'identité nationale", stigmatisation des «prières de rue», des minarets et des menus «halal», invectives de Nicolas Sarkozy sur «l'égorgement du mouton» et de Claude Guéant sur le «trop grand nombre» de musulmans, «débat sur l'Islam» rebaptisé «débat sur la laïcité», appels à généraliser l'interdiction du foulard aux usager-e-s des services publics...
Nous refusons cette logique de guerre et de mise au ban, qui désigne les femmes portant le foulard comme des pestiférées, tend à les disqualifier aux yeux de leurs propres enfants, et leur adresse ce message implicite : *«restez dans vos cuisines!»*

- Parce que l'école publique ne doit pas choisir son public, parce qu'elle doit être un lieu de rencontre et non d'exclusion, parce qu'elle doit promouvoir le droit à la différence et non le mépris de l'autre ;

- Parce que nous tenons au principe de laïcité, aux libertés individuelles, à l'égalité de traitement ;

- Parce qu'un État démocratique n'a pas à imposer à ses citoyen-ne-s leur manière de s'habiller ;

- Parce que ce sont une fois de plus des musulmans, et une fois de plus des femmes, qui sont discriminé-e-s ;

Nous serons, dans les mois qui viennent, femmes et hommes, avec ou sans foulard, solidaires pour défendre un droit élémentaire : le droit pour une femme portant un foulard de vivre, travailler, et s'impliquer aussi pleinement qu'elle l'entend dans la scolarité de ses enfants, au même titre que n'importe quel autre parent. Sans attendre 2012, nous exigeons l'abandon pur et simple du projet Chatel, et l'arrêt de ces exclusions illégales. ■

Parmis les premiers signataires, 30 partis, associations et collectifs

Communiqués de Presse des Alternatifs castrais

Pour la gratuité de l'eau à Castres

Conséquence de la décision de la Cour d'Appel de Bordeaux : le contribuable castrais va éponger des erreurs de gestion qui remontent à la privatisation de 1990 par une équipe municipale dans laquelle figurait le maire actuel. Cela est profondément injuste, surtout après le travail opiniâtre du Comité des usagers de l'eau.
À l'avenir, il ne s'agira pas de remettre entre les mains de quelques édiles ambitieux la gestion d'un bien vital, mais de permettre aux usagers d'avoir la maîtrise de cette gestion.
En effet, pour Les Alternatifs, l'eau est un bien commun de l'humanité. À ce titre, tout comme l'air qu'elle respire, chaque personne, quelles que soient ses ressources, a droit à un "minimum vital" gratuit. Il convient de définir précisément ce "minimum vital". Au-delà, les quantités consommées doivent être à la charge des consommateurs, avec un barème progressif dissuasif pour éviter entre autres les gaspillages…
Les Alternatifs proposent à leurs partenaires de gauche d'intégrer cette proposition dans leur programme municipal pour 2014. ■

Les Alternatifs 81

A.MARTIN

Aurore basque

Aurore Martin : une lutte pour la démocratie et l'autonomie des peuples

Le 18 juin 2011 à Biarritz a eu lieu un meeting en soutien à Aurore Martin, ex membre de la direction nationale de Batasuna en France, et plus largement, en soutien à tous les militantEs indépendantistes basques victimes du Mandat d'Arrêt Européen (MAE) et des lois d'exception.

Aurore Martin est accusée par la justice espagnole de participation à une organisation terroriste. Batasuna est pourtant une organisation légale en France. Il s'agit donc bien d'un délit d'opinion, la négation des droits d'expression et de réunion, principes qui relèvent du droit français.

L'Espagne est une de ces "démocraties modernes", mais avec un passé douloureux et n'a toujours pas fait œuvre de mémoire concernant le régime franquiste. Les crimes perpétrés par Franco n'ont toujours pas été jugés. Les cadres des systèmes judiciaire et policier du caudillo sont restés en place, notamment Manuel Fraga Iribarne qui fut ministre de l'information sous Franco et phalangiste. Il occupa le poste de ministre de l'Intérieur dans le premier gouvernement du roi Juan Carlos. Il est actuellement président d'honneur du parti populaire.

L'Espagne est une "démocratie moderne" dans laquelle la torture reste une arme communément utilisée aussi bien sous les gouvernements de droite que de gauche. La demande du MAE provient des juridictions d'exception, issues de l'arsenal judiciaire dit «anti-terroriste» que l'on voit fleurir dans toutes les «démocraties modernes».

Lors du meeting de Biarritz, deux tables rondes de grandes qualité étaient organisées autour des thèmes des législations d'exception et des libertés démocratiques et de la résolution du conflit basque.

Lors de la 1ère table ronde, sont intervenuEs Amaia Recarte, avocate d'Aurore Martin, Iratxe Urizar, avocate de Bilbao membre du Behatokia et de l'AED, et Patrick Baudouin, avocat en droit international et Président d'honneur de la FIDH. Leurs interventions portaient sur les dérives anti-démocratiques des législations d'exception en Espagne et en France, voire, au-delà.
Durant la 2eme table ronde a été réaffirmé que la seule voie possible pour sortir de l'impasse était la résolution pacifique du conflit politique basque. Plusieurs intervenantEs internationaux se sont expriméEs.

Véronique Dudouet, de la Fondation Berghof (Allemagne) est Consultante pour diverses organisations de la société civile et du Parlement Européen. Elle est spécialiste en résolution des conflits et en relations internationales et sécurité. La fondation Berghof est spécialisée dans les résolutions des conflits politiques, les lois d'exception et le lien entre les deux. Theresa Ruane représentante du Sinn Féin (Irlande), est intervenue sur l'apport dans la résolution du conflit en Irlande de la communauté internationale et de l'Union Européenne.

Paul Rios est coordinateur d'une association indépendante et plurielle qui se bat pour la paix et la normalisation des rapports en Pays Basque, Lokarri, qui souhaite créer un observatoire sociale du processus de paix.

Ils ont tous insisté sur la nécessité de reconnaître le conflit basque comme étant politique. Le gouvernement espagnol a le devoir de permettre une expression démocratique en légalisant le parti Sortu, dont des membres ont été élus. Ils ont appelé à la cessation des rafles contre les militants et militantes basques, l'arrêt des tortures et un traitement plus humaniste des prisonnieRes. Xabi Larralde, porte-parole de Batasuna, et Paul Rios souhaitent que la France et l'Espagne s'engagent avec eux dans un processus de résolution du conflit, avec l'aide de la communauté internationale ou européenne.

Larralde évoque la mise en place d'un referendum afin que les citoyens se positionnent. Trois conditions sont à réunir : la sécurité, la liberté et la transparence. Au niveau de l'Europe, ils ont le soutien du «basque friendship group» (groupe d'amitié basque). Il regroupe Bairbre de Brùn, député du Sinn Fein, Tatjana Zdanoka (minorité russophone de Lettonie), Oriol Junqueras (Esquerra Republicana de Catalunya), François Alfonsi (PNC*) et Csaba Sògor (du PPE). Ils font pression pour que l'Europe s'engage dans le processus de résolution du conflit.

18 juin, date symbolique où un homme appela le peuple français à résister à

Madame, monsieur,
pour commémorer
les Emeutes de Stonewall*
offrez, faites vous offrir :
La Carte d'adhérent 2011 des Alternatifs

* Le 28 Juin 1969, après une énième opération de police contre la communauté hommosexuelle de Greenwich Village, au Stonewall Inn , éclate une nuit d'émeute considérée comme le début du mouvement des droits civiques pour les homosexuels.

l'oppresseur nazi, jour porteur d'espoir et d'exaltation pour toutes celles et ceux qui se sont dressées, malgré les risques, pour préserver la démocratie et des valeur humanistes pourrait aussi devenir la date du point de départ d'un traitement véritablement démocratique pour les militantes et militants indépendantistes basques et de l'avancée vers une résolution pacifique du conflit politique basque.

C'est pour cela qu'Aurore Martin a décidé de réapparaître ce 18 juin, lors du meeting. Instant chargé d'émotion, plus de 2000 personnes réunies dans la salle, et plus de 70 représentantEs de partis, syndicats ou associations l'ont ovationnée debout.

«L'espoir [est] *en train de renaître au Pays Basque»* […] *«Maintenant il y a une représentation politique après des années d'interdiction. C'est un changement et mon retour veut être un apport à la construction de ce changement. Je suis une militante politique active, responsable de mes actes. J'assume ce que je suis, ce que je pense et ce que j'ai fait».*

Aurore Martin a terminé son intervention par ces phrases *«Veroa gurea da, gora Euskhal Herria askatuta. Euskal presoak etxerat !»* (*« Le future est à nous, vive le Pays Basque libre. Les prisonniers basques à la maison ! »*)

Dimanche 26 juin, 3000 personnes ont défilé à Bayonne avec Aurore Martin pour demander la non exécution du mandat d'arrêt européen lancé contre elle. ■

Mona ROCHE

Aurore Martin, Mona Roche et Jean-François Lefort

* Parti de la Nation Corse

Communiqué des Alternatifs

L'État français s'apprête à extrader la Démocratie

Nous sommes profondément indignéEs par l'acharnement de la justice à l'encontre d'Aurore Martin et sa tentative d'arrestation à Bayonne le 21 juin dernier.

Nous condamnons l'exécution du mandat d'arrêt européen contre Aurore Martin. Elle est militante d'un parti politique légal en France et inscrit dans un processus démocratique. Les faits retenus contre elle sont des articles d'opinion et des conférences de presse. Il s'agit donc bien d'un délit d'opinion, la négation des droits d'expression et de réunion, principes qui relèvent du droit français.

La justice française s'apprête à livrer une de ses ressortissantes à l'état Espagnol. Elle sera jugée par un tribunal d'exception, dont il a été prouvé la dureté et la partialité. Il est reconnu que les militantes et militants basques sont soumis à la torture. La cour européenne des droits de l'homme a condamné par deux fois l'Espagne pour faire obstacle aux enquêtes concernant des cas de tortures.

Le gouvernement français ne peut rester insensible et indifférent, il a le devoir de protéger ses concitoyenEs. C'est en toute connaissance de cause que l'Etat français livrera Aurore Martin à ses tortionnaires s'il ne réagit pas.

La répression qu'ont à endurer les militantes et militants de la cause basque, en France comme en Espagne, est un déni de démocratie. Nous réaffirmons notre soutien à toutes celles et ceux qui la subissent alors qu'ils ne font qu'exercer leur droit de participation à la vie politique et associative.

La résolution du conflit basque ne pourra se faire, non par les armes, mais seulement par la négociation entre les états espagnols et français et l'ensemble des forces impliquées dans la revendication à l'autonomie du Pays Basque.

La sortie de cette crise ne peut être que politique, nous en appelons donc au plus haut degré de l'état pour qu'il intervienne contre l'extradition d'Aurore Martin. ■

ITALIE

En Italie aussi... et ailleurs :

oui, qu'ils dégagent tous !

Après la défaite de la droite aux récentes élections municipales partielles, la gifle magistrale infligée à Berlusconi à travers les référendums des 12 et 13 juin est un tournant pour l'Italie et un espoir nouveau à l'échelle européenne.

Pour l'Italie, cette défaite et cette gifle ont plusieurs sens : le rejet massif de la droite ultra-libérale et maffieuse alliée aux racistes sécessionnistes de la Ligue du Nord, mais aussi l'aspiration à se débarrasser définitivement de la folie nucléaire, à défendre l'eau comme bien public commun et à renvoyer au passé l'auto-amnistie d'une classe politique largement corrompue.

Après les victoires électorales municipales d'une nouvelle gauche à Trieste, Milan et Naples, il est significatif que ce tournant pour l'Italie ne soit nullement un ralliement au centre-gauche italien, largement responsable de la résurrection politique de Berlusconi revenu au pouvoir en 2008 et complètement acquis au social-libéralisme. C'est pourquoi le tournant italien est aussi un espoir pour les peuples européens : après les révolutions arabes, il prolonge à sa manière la mobilisation citoyenne des « Indignados-as », comme le refus grandissant du peuple grec et des autres peuples européens de payer la crise du capitalisme.

C'est un espoir enfin pour l'émergence, à l'échelle européenne, d'une nouvelle gauche citoyenne, écologiste et alternative.

Capable de rassembler et de s'opposer à la droite et à l'extrême droite, de faire entendre une autre voix à gauche que celle du social-libéralisme, de la professionnalisation de la politique et des partis classiques, cette gauche alternative doit s'efforcer d'être le prolongement politique de la nouvelle culture citoyenne issue de l'altermondialisme, des mouvements sociaux et des nouvelles formes de mobilisation comme celles qui se sont exprimées hier dans la Révolution du Jasmin, aujourd'hui au travers du mouvement des Indignados-as et qui ne manqueront pas de surgir dans les prochaines mobilisations. ■

Les Alternatifs, le 15 juin 2011

L'Université d'été alternative 2011, c'est maintenant !

L'université d'été alternative 2011 (UEA11) a lieu à Nantes et à Notre Dame des Landes, 7 au 10 juillet. Le thème retenu est l'ECOLOGIE, au coeur du projet alternatif.

◆Jeudi 7 juillet

◆ **14h :** Visites proposées par les Alternatifs 44 : (ferme autonome , garage autogéré, l'Ile de Nantes (jardins) et un atelier sur déchets urbains.

◆ **16h :** Plénière : Présentation de l'Université d'été et de ses fils conducteurs
- ❑ Problématique générale : pourquoi une Université sur l'écologie ?
- ❑ L'enjeu énergétique
- ❑ Reconversion sociale et écologique de l'économie

◆ **17h30 :** Ateliers dans le prolongement des rencontres du début d'après-midi
- ❑ L'agriculture péri-urbaine
- ❑ Pollution et déchets
- ❑ Education à l'environnement
- ❑ « L'Atelier » : une exposition sur les pratiques alternatives en matière d'économie

◆Vendredi 8 juillet

◆ **9h30 :** Plénière : Décroissance, objection de croissance, alter-développement

◆ **11h :** Ateliers : Écologie et organisation sociale
- ❑ Territoires et villes en transition
- ❑ L'obsolescence programmée
- ❑ L'enjeu de la gratuité
- ❑ Mer et littoral
- ❑ Alter-consommation
- ❑ No gazaran !

◆ **14h :** Plénière : Solidarités Nord-Sud, Est-Ouest, altermondialisme ; oligarchies capitalistes et consumérisme

◆ **16h :** Ateliers :
- ❑ Guerres et environnement
- ❑ Ecologie et féminisme
- ❑ Revenu inconditionnel d'existence
- ❑ Agriculture

◆ **Le soir :** apéritif convivial avec la chorale les voix de garage.

◆Samedi 9 juillet

◆ **9h30 :** Plénière : Les enjeux d'une alternative énergétique.
Débat avec les organisations politiques invitées

◆ **11h15 :** Réduction du temps de travail, travailler une heure par jour ?

◆ **13h30 :** Départ à Notre Dame des Landes
Les Alternatifs animeront plusieurs ateliers, d'autres seront organisés par les initiateurs du rassemblement. Nombreux stands, débats et soirée festive...

NDDL : 3 jours de résistance...

A l'invitation de la coordination des associations et mouvements politiques opposés au projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, une réunion nationale avec des débats, des concerts et un pique-nique des opposants
Et des stands des associations et partis politiques, des ateliers... Les 8, 9 et 10 juillet 2011.

- ❑ Une reconversion économique sociale, écologique autogestionnaire
- ❑ Sortir de l'agriculture industrielle : l'exemple breton
- ❑ Aménagement des territoire et transport

◆Dimanche 10 juillet

◆ **10h :** Plénière : Progrès, contrôle citoyen et populaire, contre pouvoirs, appropriation des savoirs

◆ **11h :** Ateliers
- ❑ expertise citoyenne
- ❑ la pensée de Jacques Ellul
- ❑ Fermer les centrales nucléaires
- ❑ Enercoop / service public

◆ **14h :** Bilan de l'université d'été et prochaines étapes

Le supplément éducation :

◆ **14h :** ❑ Marchandisation/libéralisation de l'enseignement (enjeux, transformations induites et en cours dans l'école)
- ❑ Résistances et luttes menées autour de ces enjeux, réponses politiques

◆Lundi 11 juillet

❑ La projet autogestionnaire à l'Ecole»

Parmis les intervenants :

Sylvain Angerand (les Amis de la Terre), Maxime Combes (UCJS), Ben Cramer («Le débat stratégique»), Chantal Cuisnier (Sortir du Nucléaire Cornouaille), Stéphanie Treillet (Fondation Copernic), Thierry Folliard (Consom'solidaire), Stéphane Lavignotte (ECOREV, auteur de «La décroissance est-elle souhaitable»), Frederic Lebaron (sociologue, Université de Picardie), Alain Le Sann (association Pêche et Développement), Gustave Massiah (Crid), Baptiste Mylondo (économiste, Utopia et objecteur de croissance) et Olivier Sigaud (chercheur à l'ISIR)

Ainsi que : J J Boislaroussie, Benoit Borrits, Michel Buisson, Marie-Odile Crabbe, Marie-Christine Gamberini, Maurice Liscouët, Richard Neuville, Pierre Noël et Elodie Vieille Blanchard.

Et des représentants d'associations de Bouguenais, du Centre d'histoire du travail et de la Fondation Sciences Citoyennes

LE BULLETIN D'INSCRIPTION EST TÉLÉCHARGEABLE SUR LE SITE WWW.ALTERNATIFS.ORG

Titre de transport en commun fourni par l'université. Numéro de téléphone à contacter en cas de besoin : Jean 06 86 94 15 45